

DEPUIS LE 1^{er} JUILLET 2011

Les Algériens privés d'assurance-voyage

L'assurance-voyage n'est plus délivrée depuis le 1^{er} juillet 2011 par la majorité des compagnies d'assurance et jusqu'à nouvel ordre, faute de filialisation de l'assurance de personnes.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Pour les citoyens qui comptent voyager à l'extérieur du pays ou déposer des dossiers de demandes de visa, la tâche ne sera plus facile.

Ces deux derniers jours, ils étaient nombreux à se déplacer au niveau des agences ou agents généraux représentant les compagnies d'assurance à demander cette assurance qui couvre spécialement les risques et accidents de santé. Mais en vain, à leur désappointement et l'embarras des préposés et agents.

En effet, les compagnies d'assurance, tant publiques que privées, ont suspendu l'assurance voyage, depuis le 1^{er} juillet 2011. Sur instruction du ministère des Finances, notifiée par les directions générales à leurs réseaux, les assureurs ne proposent plus ce produit jusqu'à nouvel ordre. Motif de cette suspension, les sociétés d'assurance, tant publiques et privées, avaient jusqu'au 30 juin 2011 pour constituer des filiales dédiées exclusivement à l'assurance de personnes. Peu d'assureurs se sont conformés à cette obligation qui découle de la loi relative aux assurances amendée en

2006. Sur l'ensemble des compagnies agréées, seules celles relevant du secteur public et notamment la SAA, la CAAR et la CAAT, se sont conformées à cette obligation et créé des filiales en partenariat avec d'autres investisseurs. Ainsi, la filiale de la Société nationale des assurances, créée en partenariat avec la Macif et dédiée à l'assurance de personnes, santé et prévoyance, est déjà lancée.

Ce produit est censé être distribué au niveau des agences de la SAA, par le biais d'une convention de distribution. Néanmoins, la distribution reste encore au stade premier.

Pour les compagnies privées, la situation est à l'arrêt. Dans la mesure où la Compagnie internationale d'assurance et de réassurance (Ciar) a déjà initié un projet de filiale mais ne l'a pas encore rendu opérationnel.

En attendant le lancement de cette filiale, la Ciar a suspendu donc ce produit. C'est également le cas pour la GAM ou Alliance Assurances qui ont suspendu cette prestation, sauf dans le cas d'avenants et rectification. Or, la demande de prorogation du délai, déposée par l'Union des assureurs et réassureurs (UAR)



Photo : Samir Sid

En cas de maladie subite ou d'accident grave, le voyageur se retrouve livré à lui-même.

auprès du ministère des Finances, n'a pas été agréée. Ainsi, les assureurs, privés s'entend, se retrouvent forcés de respecter une disposition légale mais contraignante, et d'autant que l'obligation leur a été faite voilà trois ans de relever le niveau de capital social minimum à un milliard de dinars pour l'assurance de personnes.

«On a mis la barre trop haut. Il aurait été judicieux de maintenir le niveau minimum initial de

200 millions de dinars», estime le P-dg de la compagnie privée Alliance Assurances, Hassan Khelifati, invité hier d'une conférence-débat sur la dynamique entrepreneuriale.

Et d'autant que la rentabilité de ce produit, un souci entrepreneurial primordial, ainsi que son développement restent problématiques. Optimiste, le premier manager d'Alliance Assurances l'était pourtant, dans la mesure où la situation pourrait, à terme,

évoluer. En effet, la compagnie devrait finaliser, avant la fin du mois en cours, les négociations avec un partenaire étranger pour la création d'une filiale assurance-vie.

Et d'autant qu'Alliance Assurances compte développer la bancassurance avec Société Générale Algérie, dans le cadre d'un partenariat pionnier entre un assureur privé et une banque privée.

C. B.

SELON LE P-DG D'ALLIANCE ASSURANCES

Les placements en bons de trésor ne sont pas rentables

La compagnie d'assurances privée Alliance Assurances perd annuellement 60 millions de dinars du fait des placements en bons de trésor.

Invité hier du forum Algeria-Invest de la société Edielec, lors d'une conférence-débat sur la dynamique entrepreneuriale, le P-dg d'Alliance Assurances, Hassan Khelifati, a estimé ces placements peu rentables, dans la mesure où pour les 50% de recettes placées ne rapportent que 0,25%, avec une inflation de

l'ordre de 6%. D'autant que cette entreprise doit pourtant rémunérer ses actionnaires, en grand nombre depuis l'introduction réussie en Bourse depuis février dernier. De surcroît, cette compagnie privée est contrainte par «un environnement juridique instable, en changement perpétuel et des textes à réformer».

En ce sens, Hassan Khelifati a appelé à davantage de flexibilité de la part des pouvoirs publics, à même de permettre, selon cet investisseur, une réelle dynamique entrepreneuriale. Mais aussi une transparence et une

stabilité du cadre réglementaire, avec l'exercice par l'Etat de ses missions régaliennes en matière de régulation et de contrôle.

Et d'autant que les opportunités d'investissement et de valorisation du potentiel assurantiel national sont importantes, relève cet opérateur, et que le secteur privé doit bénéficier des conditions idoines pour son développement. Certes, le secteur privé, en particulier assurantiel, émerge à peine et contribue à absorber la demande, mais il pâtit cependant de la discrimination par rapport au secteur public, voire de l'exclusion de la commande publique, notamment bancaire.

Citant plusieurs exemples en ce sens, Hassan Khelifati a estimé que la persistance du monopole public est peu propice, au-delà de la faiblesse des primes.

Pour autant, Alliance Assurances entend contribuer à développer l'offre assurantielle, à susciter et répondre à la demande essentiellement des particuliers et des petites et moyennes entreprises et des fonctions libérales, dira M. Khelifati. Le manager a évoqué le démarrage du plan de développement stratégique 2012-2014, visant à promouvoir le statut d'«assureur pré-



Photo : New Press

Hassan Khelifati, P-dg d'Alliance Assurances.

férent des Algériens» d'Alliance Assurances, améliorer la qualité de service, développer la formation, réduire les délais d'indemnisation des sinistres grâce à une plateforme dédiée en voie d'achèvement et l'amélioration des délais et conditions d'expertise. Une dynamique que ne semble pas décourager l'arrivée de l'assureur français Axa sur le marché algérien, «une bonne

chose», dira M. Khelifati, pour peu que «les règles du jeu soient respectées» et appliquées en toute égalité par tous les assureurs. Et cela même si la capacité de se développer à l'international reste contrainte par la réglementation de la Banque d'Algérie, le marché maghrébin s'avérant une destination «naturelle» de l'assureur privé algérien.

C. B.

**SUITE AUX ÉMEUTES
DE JANVIER 2011**

Plus de 200 millions de dinars d'indemnisation

Alliance Assurances a indemnisé les victimes des émeutes populaires de janvier 2011 à hauteur de 220 millions de dinars.

Un autre montant d'indemnisation (230 millions de dinars) est annoncé pour finaliser les travaux d'expertise notamment les dégâts subis par le producteur agroalimentaire Fruital.

En fait, Alliance Assurances a estimé le montant global à 450 millions de dinars, après affinement de l'estimation initiale (600 millions de dinars).

C. B.